

DIALOGUE AUTOUR DE SISMONDI

Paolo Prodi et Pierangelo Schiera

Paolo Prodi et Pierangelo Schiera, *Dialogue autour de Sismondi*

Le Dialogue entre Paolo Prodi et Pierangelo Schiera a eu lieu en juin 2010 chez le Gabinetto Scientifico-Letterario Vieusseux de Florence. Il envisage de façon nouvelle tous les rapports de la majestueuse œuvre sismondienne. Prodi et Schiera soulignent en effet l'actualité de la pensée économique de Sismondi mais aussi sa dimension vraiment européenne. Ils envisagent de plus la pensée religieuse et le constitutionnalisme, tout en démontrant l'importance et l'originalité de la carrière intellectuelle de l'auteur genevois.

Mots-clés: Sismondi; Economie politique; Europe; Religion catholique; Constitutionnalisme; Historiographie

Paolo Prodi and Pierangelo Schiera, *Conversation on Sismondi*

The conversation between Paolo Prodi and Pierangelo Schiera took place in June 2010 at the Gabinetto Scientifico-Letterario Vieusseux in Florence. It affords in an original way all the aspects of ~~the~~ Sismondi's works. Prodi and Schiera stated that Sismondi's political economy is still highly relevant today; they also stressed his European dimension; they discussed the religious as well as the constitutional thought thereby, in order to prove the importance well as the originality of his intellectual oeuvre.

Keywords: Sismondi; Political Economy; Europe; Catholic Religion; Constitutionalism; Historiography

Paolo Prodi e Pierangelo Schiera, *Dialogo su Sismondi*

Il Dialogo tra Paolo Prodi e Pierangelo Schiera si è svolto presso il Gabinetto Scientifico-Letterario Vieusseux di Firenze nel giugno 2010. Esso affronta in maniera innovativa tutti i nodi della complessa opera sismondiana. Prodi e Schiera si soffermano infatti sui motivi di grande attualità del suo pensiero economico e della sua dimensione perlomeno europea; riflettono inoltre sui suoi rapporti con la religione e con il costituzionalismo mettendo in evidenza i notevoli motivi di originalità dell'intellettuale ginevrino.

Parole chiave: Sismondi; Economia politica; Europa; Religione cattolica; Costituzionalismo; Storiografia

DIALOGUE AUTOUR DE SISMONDI

Paolo Prodi et Pierangelo Schiera

Paolo Prodi, *Préambule : Actualité de Sismondi*

Je n'appartiens pas à la grande famille des « sismondiens », dont le recensement a été effectué en 1970, à l'occasion du premier colloque international : on avait compté alors soixante spécialistes. La famille s'est grandement accrue ces dernières décennies, avec des résultats significatifs, tant dans l'exploration du très vaste fonds d'archives, que dans la réflexion historiographique. Sur l'invitation de Francesca Sofia, après une résistance de pure forme, j'ai accepté, peut-être par vanité sénile, peut-être par un faux sens du devoir, de témoigner en tant que président de la Commission centrale pour les études historiques (en réalité à ce point *pro tempore* de ressembler à un coma thérapeutique provoqué) l'intérêt que ces travaux présentent, même aux yeux des non spécialistes, pour une réflexion sur Sismondi.

Conscient de ma compétence très limitée en la matière, j'ai proposé à mon ami Pierangelo Schiera, bien plus informé que moi et éditeur de la *Storia delle repubbliche italiane* (*Histoire des Républiques italiennes*) parue en 1996 chez Bollati Boringhieri avec une introduction qui est un véritable traité d'interprétation de la pensée de Sismondi, d'accepter que je le seconde ou que je le provoque pour une présentation à deux voix. C'est là une formule assurément peu familière au monde universitaire, mais qui, plus légère, s'avérera peut-être mieux adaptée à l'atmosphère familière qui est celle du cercle de Coppet : *si licet parva componere magnis*, nous l'avons expérimenté avec quelque succès il y a peu, à Trente, à l'Institut italo-germanique d'histoire.

N'appartenant pas à la famille, je commencerai sur un mode irrévérencieux en déclarant qu'à mes yeux l'intérêt de telles rencontres ne réside pas tant dans un progrès des études sismondiennes (autre chose et importante est le nécessaire travail de mise en ordre, de recension et d'exploration des documents inédits) que dans une relecture des écrits publiés et republiés de Sismondi, que chaque génération doit entreprendre à la lumière des problèmes du temps présent et en fonction de ceux-ci.

Au départ, il convient donc de nous demander quelles interrogations nous devons adresser à Sismondi, dans la période de crise économique et sociale que nous traversons, sur la fin ou la métamorphose du mythe du développement et du progrès en tant que fondement de l'analyse des sciences sociales, sur la crise de l'Etat et sur les répercussions de ce phénomène sur la crise économique, et plus profondément sur les transformations anthropologiques, sur la possible superposition de notre carte intellectuelle sur la sienne, une fois advenue la dite « fin » des idéologies qui, en quelque façon, depuis Marx, ont rejeté Sismondi en marge de l'horizon du réel. On me dira que cela vaut pour tout auteur « classique », mais je crois que dans le cas présent cela revêt une pertinence particulière rapportée à la phase de transition dans laquelle il a écrit et réécrit ses ouvrages.

Naturellement, ce colloque revêt également une autre valeur, celle d'un point de départ. Car la communauté des spécialistes se voit ici présenter le travail de remise en ordre et d'indexation de la correspondance de Sismondi, effectué de 2002 à 2007 en application d'une convention passée avec la Direction générale des Archives du Ministère des biens culturels, ainsi qu'un premier échantillon des recherches qui pourront découler de ce travail avec le volume que Maria Pia Casalena et Francesca Sofia ont consacré à l'étude des écritures féminines¹. Sans aborder assurément le fond de la question, je voudrais d'entrée relever qu'il ne s'agit pas seulement d'une ouverture générique sur l'historiographie des femmes, sur la *women history*, mais aussi d'un sujet brûlant, la question de ces décennies et de cet espace précis qui ont vu, pour la première fois, les femmes se manifester comme protagonistes collectifs d'un panorama culturel élargi, d'une humanité dans laquelle la femme n'est plus confinée dans une histoire parallèle et mineure mais devient la composante d'un tout – qui n'est pas la masse, mais une société d'individus, de femmes et d'hommes (dirait Sismondi) dont chacun mérite d'être connu et aimé.

Pierangelo Schiera, *Sismondi et l'historiographie aujourd'hui*

Bien loin que Prodi m'« épaulé », c'est lui qui a défini notre point de départ, et le connaissant un peu, je me suis bien gardé d'y rien changer. Il m'incombe donc de parler de « Sismondi aujourd'hui » : je laisserai de côté l'historiographie, qui m'attire de moins en moins en tant que mode d'investigation du réel, et je m'attacherai plutôt à interroger cette personnalité hors normes d'homme des Lumières, assurément, mais placé par le hasard des générations au point de basculement où la modernité passe d'une première phase pour ainsi dire rationaliste, à une seconde phase qui, notamment pour l'étude de la société, peut se définir comme « scientifique ». Il a de fait revêtu des costumes divers à divers moments de sa vie, et aussi par intermittences. Si bien qu'il nous propose, à nous ses lecteurs et ses interprètes, une trame compacte de points de vue différents, et cependant intégrés en une vision d'ensemble très moderne. Réussir à en broser le tableau peut assurément contribuer, comme le propose Prodi, à évaluer dans quelle mesure il présente une pertinence pour le monde actuel. Un premier aspect de son actualité tient précisément dans le caractère polymorphe - auquel je viens de faire allusion - y compris dans son aspect techniciste et spécialisé, de son intérêt pour les choses du monde. J'ajouterai qu'aujourd'hui la fameuse spécialisation disciplinaire, fruit du positivisme intégral du XIX^e et du premier XX^e siècles, est irrémédiablement en crise et qu'à la mondialisation géographique de l'expérience humaine semble correspondre une globalisation des voies de la recherche, avec une contamination permanente entre des perspectives diverses. C'est là, peut-être, l'indice essentiel de la grande crise que traversent les cultures du monde. Or, il n'est pas sans pertinence de relever que des passages de ce type ont toujours existé dans l'histoire universelle de la culture – ou dans l'histoire constitutionnelle, si vous préférez – et l'un de ces passages est celui qui a marqué la vie de Sismondi, avec la survenue d'une révolution politique profonde... mais pas aussi profonde, cependant, que la révolution industrielle qui l'a accompagnée... et que la révolution scientifique qui a – pour ce qui nous concerne – engendré et prodigieusement développé ce qu'on appelle « sciences sociales et politiques ».

¹ Maria Pia Casalena, Francesca Sofia, « *Cher Sis* ». *Scritture femminili nella corrispondenza di Sismondi*, Firenze, Polistampa, 2008.

Un autre point important (mais soyons brefs) c'est de comprendre selon quels axes s'est déployée la vision globalisante qui fait la singularité de Sismondi. Il fut, certes, économiste, mais il est aujourd'hui sans doute plus célèbre comme historien ; à mon avis, cependant, ces deux aspects se rejoignent dans son extraordinaire intuition de l'importance du nouveau phénomène constitutionnel, qu'il a élu sans hésitation comme le vrai moteur de la créativité des temps nouveaux en ce qu'il se révélait capable de faire converger sur un objectif unique les efforts de transformation qu'étaient contraintes de consentir les nouvelles sociétés européennes si elles voulaient précisément être « nouvelles ».

Paolo Prodi, *L'analyse de la société*

Le premier aspect de l'actualité de Sismondi consiste, me semble-t-il, dans sa méthode : non pas élaboration de concepts philosophiques ou de systèmes interprétatifs mais recherche historico-empirique du devenir des phénomènes. C'est là une pratique qu'il poursuit depuis ses premières études jusqu'à sa vieillesse sans écart ni errements, et que l'on retrouve jusque dans sa polémique avec Alessandro Manzoni : moi, je dépeins la société comme elle est, écrit Sismondi, lui, comme elle devrait être.

Ce qui me paraît assurer, à travers les compartiments étanches de l'illuminisme et du romantisme, la continuité de son enquête sur la société c'est l'histoire en tant qu'étude de l'expérience concrète de l'humanité, qui s'accumule pour devenir progrès, développement. Il écrit, par exemple, ceci, en 1837, dans la préface à ses *Etudes*, qui réunissent des essais parus depuis la publication de ses *Nouveaux Principes d'économie politique* de 1818² :

Ainsi, ils ont cherché dans la politique leurs droits, dans la création de la richesse leurs jouissances, dans la philosophie morale leurs devoirs, dans l'histoire leur expérience. Tel est le cercle des sciences sociales qui a été parcouru pendant les soixante dernières années par la race humaine, avec un redoublement d'active curiosité.

A plusieurs reprises Sismondi parle des sciences sociales des « dernières soixante années », de sa contribution à cette grande aventure intellectuelle par des écrits sur l'histoire constitutionnelle (« politique constitutive »), l'économie politique, les statuts des peuples et des minorités et la philosophie morale. On a là une trajectoire qui enjambe la révolution française et l'ère napoléonienne. Non que celles-ci soient ignorées mais on n'y voit jamais un changement d'époque. Le point de départ, l'angle visuel de son analyse, c'est la longue période. Sa règle de conduite c'est le refus, dans la science de la société, de toute généralisation : n'ont d'importance que les détails : « C'est au contraire dans les détails qu'il est essentiel d'étudier la condition humaine. Il faut s'attacher tantôt à un temps, tantôt à un pays, tantôt à une profession, pour voir bien ce qu'est l'homme, et comment les institutions agissent sur lui »³.

Sur le premier point, l'histoire constitutionnelle, je laisse la parole à Pierangelo Schiera. Je me limiterai ici, avant d'aborder l'économie politique, à faire remarquer qu'en ces quelques lignes émergent les éléments qui structurent le tableau : l'époque, le pays, la profession (le travail), les hommes et les institutions. On part du pays, et non de la nation, laquelle, comme la liberté, n'est pas un donné naturel mais le fruit d'une conquête ardue. La

² Sismondi, *Etudes sur l'économie politique*, 2 vol., Paris, Treuttel & Würtz, 1837-1838, t. I, p. i-ii.

³ *Ibid.*, p. iv.

conséquence, c'est que l'humanité peut améliorer sa condition, non par la révolution, mais par un cheminement graduel pour arriver à « plus de lumières, plus de vertus, plus de liberté, plus de bonheur. » Sans aucunement renier le cycle des Lumières, on le reprend à un niveau supérieur : abandonnée l'illusion de construire un projet rationnel de société parfaite, entrent en jeu les vertus, la liberté et le bonheur.

Pierangelo Schiera, *Le constitutionnalisme de Sismondi*

L'idée que je me fais du constitutionnalisme est un peu particulière... En fait, il ne m'intéresse pas tant comme ensemble des théories relatives au nouveau phénomène constitutionnel qui, entre le XVIII^e et le XIX^e siècle, éclate dans l'ensemble du monde occidental comme modalité organisationnelle inédite pour une vie en commun des hommes qui soit plus libre, plus égalitaire et plus fraternelle (même si, évidemment, je ne méconnaissais nullement la portée de ces aspects plus techniques de la question), mais bien plutôt comme besoin diffus dans les populations touchées par la Révolution de se doter de schèmes d'interprétation et de mise en œuvre de la réalité politique qui correspondent à l'époque et aux intérêts vitaux des citoyens et qui leur permettent de les manier, de les contrôler et de les gérer. Ce besoin se trouva progressivement satisfait dans toute l'Europe et aussi, au même moment, en Amérique, précisément à l'époque de Sismondi. Celui-ci en fut évidemment influencé, mais en retour il réussit, grâce à son extraordinaire pénétration, à influencer ou au moins à comprendre ce processus plus vite et mieux que d'autres auteurs aujourd'hui plus célèbres que lui. Le terme de constitutionnalisme déploie un nouvel horizon mental dans lequel les pratiques traditionnelles du vivre ensemble des gens ont trouvé une dimension et une perspective nouvelles. C'est l'horizon des sciences sociales, dont Sismondi fut assurément, par intuition, l'un des premiers prospecteurs, encore que selon une approche encore fortement marquée par l'esprit encyclopédique des Lumières. Pour cette raison, il n'est ni simple ni fécond de séparer les diverses lectures que Sismondi a faites des mutations de son temps, même si, évidemment, il s'avère nécessaire de procéder à quelques explorations sectorielles pour prendre la mesure de l'originalité qui nous autorise aujourd'hui à considérer Sismondi comme un précurseur de notre époque et comme l'expérimentateur de méthodologies qu'il vaudrait peut-être la peine – *mutatis mutandis* – de récupérer pour comprendre les graves problèmes de notre présent-futur. D'un point de vue synthétique, je dirai que le fondement unitaire de l'horizon sismondien réside dans sa double origine culturelle genevoise et anglaise, elle-même enracinée – pour des raisons évidentes – dans la centralité de l'expérience individuelle du citoyen et donc dans ce principe fondamental de liberté, duquel toutes les autres considérations doivent dépendre et procéder. Comme cela apparaîtra plus clairement à la fin, je crois que ce principe inspire la majeure partie des idées que Sismondi a cultivées dans les divers champs de son investigation. C'est celui-là le Sismondi « constitutionnel » à qui va toute mon admiration.

Paolo Prodi, *Politique et marché*

La position à laquelle ses toutes dernières réflexions ont conduit Sismondi est une condamnation nette de l'interprétation de l'économie politique, qui prévaut au temps de Malthus et de Ricardo, comme « crématisique » au sens d'Aristote, comme science du développement de la richesse : application à la société des principes par lesquels le « foyer » poursuit l'accroissement indéfini de ses possessions. Pour Sismondi, au contraire, l'économie politique n'a pas en elle-même sa propre fin, ne concerne pas seulement les

acteurs, mais a pour finalité le plus grand bien-être possible de *tous* les citoyens. L'élément qui empêche d'assimiler ces deux plans est le travail en tant que source de toute richesse : les riches, qui n'ont pas besoin de travailler matériellement, sont tenus de se consacrer au développement intellectuel pour le bien-être de l'ensemble de la société et à l'assistance aux pauvres, et c'est là l'unique justification de leur richesse.

Ces quelques lignes peuvent expliquer le recours récurrent à Sismondi dans les temps de crise, à l'époque des « Nationalökonomien » à la fin du XIX^e, sur le mode keynésien après la grande crise de 1929 avec Joseph Schumpeter, et aujourd'hui même, alors que la théorie du développement autonome et linéaire du marché est mise à mal⁴. Ce qu'il y a de frappant, aujourd'hui, à l'ère de la mondialisation, c'est que Sismondi ne donne pas une importance centrale au thème de la pauvreté ou de la misère mais à la sécurité de la société. Son diagnostic sur les pathologies de la société de son temps c'est qu'au développement énorme de la production industrielle ne correspond pas une plus grande harmonie collective, mais tout au contraire, une aggravation des déséquilibres sociaux. Les immenses progrès accomplis dans la production des biens et de la richesse n'assurent en rien un progrès de l'humanité parce que le règne sans partage de la concurrence et des intérêts privés et la rivalité entre les nations aggravent l'insécurité et l'inégalité ; la vraie nouveauté, c'est la naissance du prolétariat et la division en classes : propriétaires fonciers, capitalistes, prolétaires. L'industrialisation rend possible ce qui ne l'était pas précédemment, c'est-à-dire la coïncidence de l'expansion maximale de l'intérêt individuel, de l'accumulation de la richesse dans une seule main, avec l'expansion maximale de l'entreprise, et donc une baisse des prix qui met en faillite la petite industrie, la petite agriculture, l'artisanat : l'accroissement de la production favorise les consommateurs mais les enferme dans leur identité de prolétaires. C'est naturellement dans l'Angleterre qu'il voit les germes du monde futur destiné à s'imposer aussi sur le continent.

Les économistes modernes saluent par des hymnes de joie et d'admiration la naissance d'usines immenses :

L'école chrématistique est en admiration devant les bluteries de la Gironde, qui rendent inutiles les meuniers ; devant les entreprises de tonneaux de la Loire, qui rendent inutiles les tonneliers ; devant les entreprises de bateaux à vapeur, de diligences, d'omnibus, de chemins de fer, qui à l'aide d'immenses capitaux remplacent toutes les mesquines industries des bateliers, des voituriers, des charretiers indépendants. Chacun de ceux-là possédait un petit capital, il était maître⁵.

Plus divertissants sont les passages dans lesquels Sismondi évoque les cuisines-omnibus destinées à remplacer les cuisines familiales en fournissant à domicile des plats tout prêts, etc. Il ne s'agit pas de *fast food*, mais c'est un peu ce que Jules Verne a anticipé pour la technologie sous-marine. Il y a quelques années, nous aurions vu dans ces pages des extravagances rétrogrades : aujourd'hui que disparaissent les boulangers, les menuisiers, les forgerons, que nous sommes forcés de renoncer à 'réparer' un quelconque objet, qu'il nous faut le jeter à la poubelle pour le remplacer par un modèle plus récent, aggravant ainsi la pollution de l'environnement et l'épuisement des ressources de la planète, peut-être notre

⁴ Alain Alcouffé, Gottfried Eisermann, Pierangelo Schiera, *Jean Charles Léonard Sismonde de Sismondi, Nouveaux Principes d'Economie politique, Vademecum zu einem klassiker der Sozialökonomie*, Düsseldorf, Wirtschaft und Finanzen, 1995.

⁵ Sismondi, *Etudes sur l'économie politique...*, *op. cit.*, t. I, p. 41.

lecture de Sismondi est-elle en train de changer. La mienne, assurément. Certains passages sur la convivialité, sur les travaux utiles extérieurs à la fabrique, sur le travail des femmes, sur l'importance de l'autogestion de chaque sujet économique, sur la perte des capacités manuelles (de l'*homo faber*) ont retrouvé dernièrement une pressante actualité, grâce notamment à Ivan Illich, et forment les thèmes auxquels, tôt ou tard, les nouveaux réformismes politiques devront se confronter.

En fait, la politique conçue comme projet de la société « équitable et solidaire », pour employer notre langage d'aujourd'hui, est l'autre protagoniste des pages de Sismondi sur l'économie politique. La lutte contre le paupérisme, contre la prolétarianisation, la « charité légale » deviennent autant de figures d'un *welfare* lié non à l'Etat mais à la politique comme projet, sans laquelle le marché serait en contradiction avec lui-même :

Qu'est devenue cependant cette opulence si longtemps préconisée ? Où sont ces progrès vers la prospérité qu'on nous invite à admirer ? Depuis que les nations se sont enrichies, ne sont-elles plus en état de se nourrir elles-mêmes ? En oubliant les hommes pour les choses, en multipliant sans relâche les richesses matérielles, a-t-on donc fait autre chose que créer des pauvres ?⁶

Adam Smith, avec ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* reste le maître par excellence, mais on perçoit également un écho du premier Smith, celui de la *Théorie des sentiments moraux* : la différence est toujours entre la conception de la richesse comme fin (crématistique) et la conception de la richesse comme instrument du bien-être (*bonheur*) de la société. L'expérience cruciale de l'après Smith c'est que, pendant que s'accomplissent des progrès merveilleux, la pauvreté augmente : « Nous avons cherché, et tandis que nous avons reconnu dans notre siècle le triomphe des choses, l'homme nous a paru plus mal partagé qu'il n'eût été jamais »⁷.

De là naît le regard historique, rétrospectif, pour déceler dans les cités marchandes ou dans les campagnes de Toscane des alternatives au présent. Pour schématiser, je dirais que pour Sismondi, l'histoire n'est pas quête nostalgique d'un beau passé mais recherche d'une alternative au présent.

Pierangelo Schiera, *La société communale et les campagnes italiennes*

Je voudrais partir de cette dernière observation de Prodi pour tenter d'explicitier une idée qui m'est venue dernièrement, depuis que je m'efforce de reprendre l'étude (commencée pour ma thèse, il y a plus de cinquante ans) du champ de l'administration comme moment irremplaçable de centralité et de fonctionnement de la politique. J'irai jusqu'à dire que c'est précisément mon expérience personnelle avec Sismondi – sur un mode totalement *random*, c'est vrai, puisqu'il s'est agi d'un incident des plus heureux dans mon parcours de chercheur – qui m'oriente dans cette direction nouvelle. Qui est celle de réfléchir à une histoire constitutionnelle prospective, autrement dit, qui se consacre, davantage qu'à connaître le passé, à concevoir et précisément à prospecter l'avenir, comme, selon moi, l'a fait Sismondi lui-même – au moins comme point de départ et motivation – dans ses études historiques. Je n'ai pas eu le courage de relire mon introduction à la version italienne de son *Histoire des*

⁶ *Ibid.*, p. 45.

⁷ *Ibid.*, t. II, pp. 210-212.

Républiques italiennes, mais il me suffira de rappeler que dans sa version française, parue en cette même année 1832 qui avait vu paraître l'original anglais au *Cabinet Cyclopaedia* de Lardner, ce court ouvrage portait le titre révélateur de *Histoire de la renaissance de la liberté en Italie, de ses progrès, de sa décadence, de sa chute*. Et la société communale, du X^e au XIII^e siècle, ouvrit l'espace historique à des entreprises prodigieuses qui, sous l'impulsion de l'architecture, donnèrent lieu à un réveil de tous les beaux-arts. Bien avant Skinner, Sismondi célèbre

un esprit républicain qu'on voyait fermenter dans toutes les villes, et qui leur donnait à toutes des constitutions si sages, des magistrats si zélés, des citoyens animés de tant de patriotisme et capables de si grandes choses⁸.

Le Genevois est si profondément pénétré de la supériorité des cités italiennes qu'il leur attribue le mérite d'avoir, par l'intermédiaire de « leurs constitutions municipales » libéré l'Europe entière de la barbarie (« les trois siècles, pour le reste de l'Europe, appartenaient encore à la plus épaisse barbarie »)⁹ Ce sont là des choses si connues que je ne m'y attarderai pas. Sinon pour rappeler par quelle dialectique elliptique l'Italie aurait perdu sa liberté et son indépendance précisément par l'action de ces mêmes barbares à qui elle avait transmis la lumière de la civilisation. A partir de 1530 s'ouvre, principalement par la faute du souverain pontife, une ère de désolation politique, dont nous parlera précisément l'inventeur de la formule, Paolo Prodi, et à laquelle mettra fin une autre 'astuce' de l'histoire, à savoir une nouvelle invasion, cette fois menée par Napoléon Bonaparte : « Lorsque, le 23 février 1796, Napoléon Bonaparte fut nommé au commandement de l'armée française en Italie, il commença une régénération qui rendit à la nation italienne plus de liberté qu'elle n'en avait perdu »¹⁰. Non que – comme nous le savons tous – Sismondi fût un grand admirateur de Napoléon, mais dans ce cas précis, sous l'éclairage puissant qu'il projette sur l'histoire, même Napoléon apparaît comme un demiurge : d'autant qu'après lui vient la Sainte Alliance qui détruit toute l'œuvre des armées révolutionnaires et replace l'Italie sous le joug autrichien. Dans un autre essai, également publié à Paris en 1832, et éloquentement intitulé *Des espérances et des besoins de l'Italie*, il manifeste son désir de justifier l'infructueuse expédition française à Ancône l'année précédente et d'inciter la France à faire reprendre au pape « guelfe » son rôle de « protecteur des villes et des libertés, sous la garantie et avec l'appui de la France comme il l'a été tant que l'Italie s'est maintenue indépendante »¹¹.

Paolo Prodi, *La religion et la morale (Sismondi et Manzoni)*

Piero Floriani nous entretiendra de ce sujet demain, aussi me limiterai-je ici à quelques réflexions. Sur la 'descente dans l'arène', comme on dirait aujourd'hui, d'Alessandro Manzoni avec ses *Osservazioni sulla morale cattolica*¹² pour défendre l'Église romaine contre les

⁸ Sismondi, *Histoire de la renaissance de la liberté en Italie, de ses progrès, de sa décadence et de sa chute*, Bruxelles, N.J. Grégoire, V. Wouters et Cie, 1841, p. 28.

⁹ *Ibid.*, p. 77.

¹⁰ *Ibid.*, p. 325.

¹¹ Sismondi, *Des espérances et des besoins de l'Italie*, Paris, Treuttel & Würtz, 1832.

¹² Alessandro Manzoni, *Osservazioni sulla morale cattolica*, introduzione e commento di Umberto Colombo, Cinisello Balsamo, Edizioni Paoline, 1986.

accusations de Sismondi dans le chapitre CXXVII de son *Histoire des Républiques italiennes*, on a écrit des centaines de pages et il semblerait difficile de ne pas se contenter d'un renvoi à la littérature existante. Et pourtant, une grande partie de cette historiographie continue en quelque façon de ramener les affirmations de Sismondi au contenu des célèbres formules de Machiavel et de Guichardin : les Italiens sont devenus « sans religion et méchants » par la faute de l'Eglise de Rome ; c'est sur elle que pèse la responsabilité de la décadence italienne.

En réalité, Sismondi voit l'Italie médiévale à l'avant-garde des arts, des sciences et de l'industrie : c'est seulement au cours des trois derniers siècles que l'Italie tombe sous le joug de la double tyrannie, civile et religieuse. Plus précisément, il condamne le catholicisme post-tridentin, qui commence avec Paul IV, alors que Machiavel et Guichardin étaient déjà partis dans un monde meilleur, et qui repose sur l'alliance du trône et de l'autel¹³. Même dans sa description de la campagne romaine, où il oppose celle-ci à d'autres régions des Etats pontificaux fortement développées en mettant en cause le latifundium d'origine romaine, il décerne cet éloge à l'Eglise catholique d'avoir maintenu au fil de l'histoire moderne le principe d'égalité, qu'une idéologie française erronée considère comme une conquête des temps modernes : depuis des siècles, tous ont pu accéder dans l'Eglise de Rome aux plus hautes dignités, et jusqu'à la papauté, même provenant des milieux les plus humbles, sur le seul critère de leur intelligence. La cause de la décadence du gouvernement pontifical tient au manque de contrepoids à son pouvoir :

Si ces garanties introduisent et maintiennent dans le corps de l'Eglise un plus grand nombre d'hommes vertueux que dans aucune autre corporation, elles sont plus efficaces encore pour y appeler les hommes de l'intelligence. L'Eglise a adopté l'un des deux principes de la démocratie, l'admission de tous à tous les emplois, en même temps qu'elle a renoncé à l'autre, la garantie du droit des masses, ou la protection due à tous¹⁴.

Cela dit, pour nous aujourd'hui, le point central est celui-ci. Après avoir observé que de toutes les Eglises, la catholique est celle qui met le plus l'accent sur l'unité de la doctrine et que s'il existe des situations très différenciées entre l'Italie, la France et l'Espagne, il ne faut cependant pas généraliser, Sismondi affirme que l'Eglise s'est emparée de la morale : « L'Eglise s'empara de la morale comme étant purement de son domaine ». Ici, la discussion entre nos deux auteurs, centrée sur l'interprétation de Montesquieu, est d'une surprenante actualité : la morale doit-elle être liée à des vérités supérieures, métaphysiques et théologiques, ou bien dérive-t-elle seulement de l'observation des comportements humains ? Manzoni met l'accent sur l'alliance de l'Eglise catholique avec la force, avec le pouvoir et ouvre en quelque sorte la voie à la critique qui sera développée quelques années plus tard par Antonio Rosmini dans *Le Cinque piaghe della Chiesa (Les Cinq plaies de l'Eglise)* ; Sismondi, lui, met l'accent sur la religion civile comme source de la morale. Pour Manzoni et son inspiration janséniste, il existe une cohérence absolue entre le Dieu créateur des lois de l'univers et le Dieu de la morale chrétienne : ce sont les casuistes qui, se basant

¹³ Cf. Raffaello Morghen, « Manzoni e Sismondi », in *Atti del Colloquio internazionale sul Sismondi (Pescia, 8-10 settembre 1970)*, Roma, Accademia dei Lincei, 1973, p. 13-24 ; Ettore Passerin d'Entrèves, « La religione liberale del Sismondi e l'ambiente culturale ginevrino nei primi anni della Restaurazione », *Rassegna storica del Risorgimento*, XLIII, 1956, p. 515-524.

¹⁴ Sismondi, *Etudes sur l'économie politique...*, *op. cit.*, t. II, p. 15-16.

davantage sur la raison humaine que sur les Ecritures et la tradition, ont adultéré le noyau fondamental de la vérité catholique. En réalité, comme cela ressort d'une correspondance ultérieure, Sismondi parle des dégénérescences concrètes, Manzoni, des normes : « Moi, j'avais critiqué des abus, lui défendait des principes. Lui s'attachait à ce qui devait être, moi, j'avais blâmé ce qui ne devait pas être »¹⁵.

De notre point de vue, celui du débat italien, nous intéressent particulièrement les considérations sur la moralité des Italiens, un pays où les assassins (aujourd'hui nous ajouterions les *mafiosi*) observent les jours maigres et font pieusement leurs dévotions. Ici, Manzoni, s'en tenant à son affirmation de principe que l'Eglise n'a jamais donné le pas à ses préceptes sur les commandements divins, écrit :

Cependant, bien qu'il ne s'agisse pas ici de défendre l'Italie mais la religion, on ne peut s'empêcher de protester au passage contre l'interprétation que pourront donner de l'exemple choisi par l'auteur ces étrangers qui sont portés à en rajouter sur tout le mal qu'on leur dit de cette pauvre Italie ; et qui, entendant parler d'assassins qui observent les jours maigres, risquent de se faire d'emblée l'idée que l'Italie serait pleine d'hommes moitié sicaires, moitié chartreux. Si jamais, par un hasard étrange, cet opuscule venait à tomber entre les mains de telles gens, qu'ils considèrent si ce serait une prétention excessive que de leur demander qu'ils entreprennent d'autres recherches avant de se former une telle idée d'une nation¹⁶.

On a l'impression d'assister à un débat d'aujourd'hui et il est certain que l'observation et la recherche empirique semblent donner raison davantage à Sismondi qu'à Manzoni, dont les propos ressemblent à celles d'un avocat commis d'office. Il serait cependant important – mais nous ne pouvons l'entreprendre ici – de suivre cette polémique depuis l'origine, aux alentours de 1817 jusque dans les années 1830, à travers les ajouts et appendices dont Manzoni a enrichi la première rédaction des *Osservazioni* et à travers les essais successifs écrits par Sismondi : mon impression est que leurs positions se sont beaucoup rapprochées comme pour opposer un front commun au déferlement de l'utilitarisme de Jeremy Bentham. La religion ne peut se réduire, comme le pensent nombre d'hommes des Lumières, à une idéologie visant à assurer la soumission d'un peuple incapable de pensée critique, mais devient un moyen de faire du peuple un acteur social et politique. Je crois pouvoir dire qu'avec les affirmations d'un texte plus tardif de Manzoni (l'appendice au chapitre III des *Osservazioni*) dans lequel se fait le plus sentir l'influence d'Antonio Rosmini, s'agissant de l'utilitarisme, Sismondi aurait pu tomber d'accord :

Ce système pose que la vraie utilité pour l'individu s'accorde toujours avec l'utilité générale, de façon que l'homme, en servant les autres, se rend le plus utile à lui-même [...] Mais l'idée de moralité qu'a révélée l'Evangile est telle qu'aucun système de morale venu par la suite (sauf, peut-être, ceux qui nient ouvertement la moralité même) n'a pu faire autrement que d'en prendre quelque chose¹⁷.

Un thème devient ainsi commun à tous deux, dans une prise de distance par rapport aux Lumières, celui de l'historicité de la religion, de son usage politique, comme l'écrit encore Manzoni :

¹⁵ *Atti del colloquio internazionale...*, *op. cit.*, p. 26.

¹⁶ A. Manzoni, *Osservazioni...*, *op. cit.*, chap. XII, p. 189.

¹⁷ *Ibid.*, p. 215 et ss.

La religion est-elle nécessaire aux puissants, aux doctes, aux riches ? Celui-ci regarde la religion comme nécessaire dans le peuple afin qu'il se contente de sa condition présente et tel autre la voudrait pour les convaincre de se rapprocher de la justice [...] Mais il fallait une religion qui commandât la modération aux uns et la patience aux autres et surtout une religion qui pût convaincre les esprits les plus frustes comme les plus raffinés, la religion chrétienne. Celle-ci devient nécessaire en proportion du progrès des Lumières. Si je dis nécessaire à la société, ce n'est pas que je croie qu'elle doive être un moyen : nulle idée ne me paraît plus fausse ; mais pour montrer la sagesse de la religion proportionnée à tous les stades de la société qui est faite pour la religion¹⁸.

Pierangelo Schiera, *De la morale « des » hommes à la politique sociale*

Il me semble, à moi, que, pour Sismondi, la dimension étroitement religieuse de l'histoire politico-constitutionnelle de l'Italie, et c'était cela qu'il s'attachait à reconstruire, ne jouait, tout compte fait, qu'un rôle secondaire et mineur. Je m'explique : dans une vision historiographique encore assez primitive comme l'était celle de son temps proto- ou même pré-historiciste, il avait besoin d'une cause 'éclairante' du processus historique – en particulier, dans son cas, du déclin des fortunes italiennes – et il croit la trouver dans le recours au 'pontife'. Mais celui-ci ne l'intéresse pas tant comme guide moral (ou immoral) du peuple italien que comme 'souverain' défaillant, comme seigneur séculier qui avait entre ses mains les rênes de l'équilibre politique italien et qui n'a pas réussi à les manier au mieux, favorisant par ses incertitudes et ses intérêts mal compris, la suprématie des forces étrangères qui ont fait de l'Italie le champ clos de leurs rivalités avant de l'exploiter.

Pour le reste, je réaffirme ma conviction que l'enquête de Sismondi sur les aspects généraux de la civilisation 'moderne', non seulement italienne mais aussi européenne, était motivée et entretenue par son ouverture aux questions de son époque et revêtait de ce fait les caractères d'une totale laïcité, inspirée – je l'ai déjà souligné – par les catégories d'une scientificité encore en formation, mais très bien orientée, à savoir, à partir de l'économie vers une vision large et complexe de la politique.

Un tel horizon de pensée, Sismondi le confirme clairement par des signes précis d'engagement dans le champ des « valeurs », comme on dit. Sur un plan général, ceux-ci s'inscrivent indubitablement dans une vision pour ainsi dire « libérale », que partageait, d'ailleurs, le milieu culturel dans lequel il œuvrait, depuis la bibliothèque paternelle jusqu'au cercle de M^{me} de Staël, dont il était un membre éminent. On s'étonnera assurément qu'à ce cadre libéral semble s'opposer celui « socialiste » dans lequel l'a, de son côté, inscrit – en parfaite concordance avec des perceptions contemporaines – Karl Marx. Il serait sans doute trop facile de se limiter à dire que la vérité se situe entre les deux, et pourtant on n'en serait pas très loin, et pas très loin non plus de ce qui aujourd'hui encore m'apparaît comme la perception juste de ce type de choses.

Pour commencer, je soulignerai à nouveau la différence entre être pour l' « homme » au singulier et être pour « les hommes » au pluriel : inutile de faire des citations, si claire est la prédilection de notre auteur pour l'aspect 'communautaire' (plutôt que collectif) de la vie sociale et politique. Mais de cette première observation en découle immédiatement une autre, que je n'ai malheureusement pas ici le temps d'approfondir. 'Les' hommes ont

¹⁸ *Ibid.*, p. 349-350.

besoin, selon Sismondi, d'une considération, d'une attention, d'un respect auxquels ne sauraient répondre complètement les deux principes révolutionnaires fondamentaux de la liberté et de l'égalité. Sans la « fraternité » (que pour ma part je voudrais appeler, de façon plus moderne mais avec la même connotation laïque et nullement religieuse, « solidarité ») il serait impossible de poursuivre les objectifs de justice sociale qui sont à la base de la critique adressée par Sismondi aux doctrines ricardiennes, et en particulier à l'interprétation qu'en firent les partisans les plus conséquents d'un capitalisme industriel qui tendait à devenir destructeur.

Je ne voudrais pas abuser, mais j'aimerais avoir le temps de vérifier l'hypothèse selon laquelle – dans cette conception large de la politique au sein de laquelle je m'efforce de le cerner – Sismondi pourrait représenter une voie de passage importante dans la transformation du principe de *fraternité* (qui ne fit à l'époque de la Révolution que des apparitions épisodiques, fugaces et même en partie équivoques) d'héritage à mi-chemin entre le meilleur du corporatisme médiéval et le meilleur de l'illuminisme maçonnique, en un motif inspirateur des révoltes sociales qui, de 48 à 71, donnèrent une nouvelle impulsion – à partir naturellement de la France mais avec une rapide diffusion dans tout l'Occident – à l'engagement politique des classes subalternes, en particulier du prolétariat, tendant à l'élaboration et à la mise en œuvre, y compris au plan politico-institutionnel et y compris de la part de gouvernements conservateurs ou carrément réactionnaires (l'Empire allemand de Bismarck, par exemple) de politiques sociales peu éloignées de celles qui ont fortement marqué tout le XX^e siècle et persisteront sans doute demain, fût-ce dans le cadre plus ample requis par la mondialisation de la société.

Paolo Prodi, *L'Europe comme communauté culturelle*

Une seule observation pour conclure ces remarques introductives, et non comme finale rhétorique d'une *ouverture* : au-delà de ses diverses affirmations marquées par l'époque et par ses limites intellectuelles, repartir de Sismondi est important du fait qu'il pense naturellement en Européen. Il ne s'agit assurément pas ici d'un cénacle suisse, du cercle de Coppet et moins encore des nostalgiques du *grand tour* en Italie. Sur la scène se produisent, outre ses amis anglais libéraux comme James Mackintosh, des Allemands comme Alexander et Wilhelm von Humboldt, Benjamin Constant et tant d'autres : toute une génération qui sera en quelque façon mise hors jeu par les mouvements nationaux et le Risorgimento après 1848. Le réexamen de l'épopée risorgimentale actuellement en cours ne doit sans doute pas s'arrêter à l'opposition théâtrale, en partie réelle, en partie imaginaire, entre réactionnaires et héros, sur laquelle on a tant glosé jusque dans les gazettes de nos pères. Aujourd'hui, peut-être sommes-nous, plus que les générations qui nous ont précédés, à même de comprendre, une posture médiane, tournée vers l'avenir, mais un avenir plus européen que national. Des patries plus petites, non pas de menus jetons à ajouter au jeu séculaire des grandes puissances déjà développées en lutte pour le pouvoir, pour l'hégémonie ; mais un rapport complexe entre Etat et nation au sein d'une grande Europe, un rapport très différent de l'identification entre Etat et nation qui avait excité toujours plus chaque génération contre les Etats plurinationaux pour aboutir aux guerres du Risorgimento. Une Italie plurielle qui puisse apporter sa contribution spécifique à la civilisation européenne, avec son hérité médiévale, avec son fédéralisme municipal. Sur tous ces grands thèmes, qui ont pesé sur l'histoire jusqu'à aujourd'hui, les rapports orageux

de Sismondi avec Giuseppe Mazzini sont d'une actualité déconcertante. L'unification de l'Italie se ferait, mais sur un terrain bien différent de la *renovatio* souhaitée par Sismondi, comme l'écrit Federico Chabod :

Dans la vie véritablement « progressive » l'Italie devait entrer, mais contrairement aux vues de Sismondi, non pas au terme d'une profonde réforme qui aurait restauré le sentiment religieux, mais exclusivement de par la vertu du sentiment laïc, des forces laïques¹⁹.

Et c'est de ces débats qu'on pourrait peut-être repartir pour tenter de comprendre quelque chose de plus à notre 'pauvre' Italie.

Pierangelo Schiera, *L'Europe comme proposition politique*

Je voudrais revenir, en conclusion, à Sismondi l'économiste. Si sa fortune connut des oscillations, elle fut assurément supérieure à celle que lui reconnaît habituellement l'histoire de l'économie et de la pensée économique, construite, on le sait, dans le vaste spectre des « histoires spécialisées » qui accompagne depuis deux siècles le cours contrasté de notre « science historique », davantage sur le mode historico-dogmatique que sur le mode historico-social ou historico-constitutionnel.

Il faut d'emblée souligner la forte compréhension réciproque qui lia Sismondi et Ricardo. Mais il me paraît plus intéressant de rappeler que la réception 'marxiste' du Genevois ne se limite pas à la citation explicite que Marx et Engels font de son nom dans le *Manifeste du parti communiste* : Lénine, Luxemburg et Grossmann furent parmi ceux qui prêtèrent attention aux lucides intuitions de Sismondi centrées sur les deux pôles fondamentaux des hommes (au pluriel) et de leur bien-être, tant physique que spirituel, auquel devaient contribuer non seulement l'Etat mais la société entière, y compris les plus riches et les plus favorisés, et cela sur le mode moderne, c'est-à-dire « économique ».

Ce n'est pas par hasard que même des champions illustres, tels que Keynes et Sraffa, de la pensée économique – mais je dirais « constitutionnelle » au sens plein que ce terme doit désormais avoir – et libérale – mais ce terme aussi doit s'entendre au sens de constitutionnel, c'est-à-dire comme emblème et promesse non d'aveugle conservation d'intérêts établis mais comme ouverture prometteuse sur de nouveaux espaces de liberté et de culture – se soient apparemment sentis tenus de se situer par rapport à notre auteur. Mais tout cela a été déjà dit et répété. Ce que nous pourrions peut-être faire ce serait de reposer, à nous-mêmes mais surtout aux générations montantes, un modèle d'engagement scientifique et social, c'est-à-dire culturel, comme celui qu'interpréta Sismondi, compte tenu de son point de départ et de son optique qui étaient aristocratiques et encore un peu imbus d'*ancien régime*, lors de la dernière grande transformation qui a précédé celle que nous aussi, que nous le voulions ou non, sommes en train de vivre.

En ce sens, la vision que Sismondi en son temps devait avoir de l'Europe n'est assurément pas reproductible aujourd'hui. Pour lui, comme pour son amie M^{me} de Staël, l'Europe était le nouvel espace ouvert à l'entreprise de rénovation qu'avait inaugurée la Révolution, mais que Napoléon avait compromise en trahissant gravement l'idée de liberté. C'était donc un espace essentiellement culturel, dans lequel les diversités 'nationales'

¹⁹ Federico Chabod, *Storia della politica estera dal 1870 al 1896*, 2 vol., Roma-Bari, Laterza, 1976, t. I, p. 257.

devaient, d'une part, réaliser toutes leurs virtualités, mais, d'autre part, s'unifier en une vision du monde qui ne pouvait que se révéler sophistiquée et élitaire, avec quelques traces assez voyantes d'un vernis paternaliste. Pour nous aujourd'hui – pour la jeunesse d'aujourd'hui – l'Europe est un fait accompli et même un peu dépassé, et ne peut guère constituer qu'un point de départ vers des aventures plus extrêmes et plus mirobolantes, fondées sur la rencontre avec des cultures et des hommes 'autres'.

L'important est qu'elles se déclinent toujours au pluriel, c'est-à-dire dans le respect de leur diversité et de leurs richesses respectives et que nous, nous ayons la patience et le courage d'apporter avec nous, dans les nécessaires transactions qui accompagneront toute nouvelle rencontre, les valeurs et les certitudes que des penseurs comme Sismondi nous ont léguées.